



Lecornu2 : un budget de destruction sociale massive !

Lecornu2 serait disposé à suspendre temporairement l'application de la réforme des retraites (passage (en cours) de 62 à 64 ans et de 42 à 43 années de cotisations entre 2023 et 2030). Ce ne serait **ni l'abrogation** d'une loi imposée contre l'avis de l'immense majorité de la population et du parlement en 2023, **ni même une suspension de toute la loi** (l'âge de départ est déjà passé à presque 63 ans et la durée de cotisation à 42 ans et demi).

Pire, Lecornu2 et Macron **refusent une vraie taxe sur les ultra-riches** et entendent donc nous imposer des coupes budgétaires massives et de **nouveaux sacrifices**.

Lecornu2 évoque une mini taxe sur le patrimoine financier pour 1 milliard et... une baisse de 1,3 milliard d'euros de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

Le budget de la défense augmenterait de 6,7 milliards !

A l'inverse Lecornu2 et Macron veulent imposer **des économies de 13 milliards sur la sécu, de 7,1 milliards sur la santé, les hôpitaux et EPHAD, de 5 milliards sur les collectivités locales** !

Après les jours de carence (3 dans le privé 1 dans le public) et la baisse à 90% de la couverture des arrêts maladie à partir du 2eme jour (public), après la hausse des taxes sur les mutuelles :

- Le **doublement des franchises sur les médicaments et les consultations médicales** (moins remboursés donc), les transports médicaux.

Le reste à charge (ce qui n'est pas couvert par la sécu et à payer immédiatement) sur chaque boîte de médicaments passerait de 1 euro à 2 euros, celui sur la consultation chez le médecin généraliste passerait de 2 à 4 euros.

Le plafond annuel de reste à charge pour les patients passerait de 50 à 100 euros !

- De nouveaux **déremboursements de certains frais dentaires** (consultations, prothèses...)
- Une **taxe supplémentaire de 1 milliard sur les mutuelles** qui augmenteraient alors leurs tarifs
- Les **patients atteints de maladies chroniques seraient désormais imposés** sur leurs indemnités journalières, la **durée des arrêts de travail serait limitée** à 15 jours

Les personnes âgées ainsi que celles nécessitant le plus de soins seraient les plus pénalisées.

- Une **année blanche** c'est à dire le **gel intégral des salaires** (pour les fonctionnaires, pas que le gel du point d'indice : zéro augmentation en 2026 !), **le gel des aides sociales** (allocations

familiales, adulte handicapé, logement, bourses d'études, RSA, indemnités journalières pour les aidants,...), **le gel des pensions de retraite...**

Avec la hausse des prix, cela signifie une perte massive de revenu pour les salarié.es et la population (de 100 euros à 250 euros par an pour les salariés, les chômeurs, les retraités...)

- Ensuite **les pensions de retraite évolueraient moins vite que l'inflation** jusqu'en 2030 !
- Le gel des seuils d'imposition qui pourrait **faire basculer des dizaines de milliers de personnes précaires dans l'impôt** et augmenter l'impôt de contribuables modestes (une hausse d'impôt d'en moyenne 100 euros).
- Des **milliers de suppressions de postes dans la fonction publique**
- Un **budget de l'emploi en baisse de 2,5 milliards** avec une nouvelle baisse envisagée du montant et de la durée de l'indemnisation des chômeurs (plus de la moitié des demandeurs d'emploi n'est pas indemnisée, des centaines de milliers de sans emploi ont déjà été radiés des listes de France Travail).

Censurer cette politique, Imposer une autre répartition des richesses, vite !

Les grandes entreprises (Total, LVMH...) reçoivent des aides considérables : au total **270 milliards par an**, 8 561 euros par seconde !

L'an dernier, la Cour des comptes chiffrait les **exonérations de cotisations sociales pour les patrons à plus de 80 milliards par an** (le déficit de la sécu était de 15 milliards).

Ces cadeaux creusent les déficits et la dette et sont le prétexte pour détruire la protection sociale et les services publics.

Pour alimenter les caisses de la sécurité sociale et de l'Etat (avec plus de cotisations et de rentrée fiscales), il faut mettre fin à toutes ces exonérations sans conditions, taxer les ultras riches. Il faut **créer des emplois dans les services publics, augmenter les salaires** (SMIC, point d'indice). Il faut aussi **mettre fin aux jours de carence** (public privé), rétablir la **retraite à 60 ans** et le remboursement sécu à 100%, permettre l'égalité salariale femmes / hommes.

**Si le budget de Macron/Lecornu n'est pas censuré par le parlement
Il faudra le censurer par la grève et dans la rue !**

Macron ta politique on n'en veut pas !